

L'UE INSCRIT LE GROUPE WAGNER SUR SA LISTE POUR DES EXACTIONS DANS SIX PAYS

Le 13 décembre 2021, l'UE a inscrit sur sa liste le groupe Wagner, huit personnes et trois entités, concluant que Wagner était responsable de graves violations des droits de l'homme, notamment de torture et d'exécutions et meurtres extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Ukraine, en Syrie, en Libye, en République centrafricaine, au Soudan et au Mozambique. Le 25 février 2023, elle a ajouté 11 personnes et 7 entités liées à Wagner en RCA, au Soudan, au Mali et en Ukraine.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

Conseil de l'UE, décision (PESC) 2021/2197 et règlement (UE) 2021/2194 (13 décembre 2021) au titre du régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme ; actes complémentaires du 25 février 2023.

DERNIÈRES NOUVELLES

Inscriptions renouvelées ; aucune radiation de Wagner trouvée à octobre 2026.

LIEN AVEC LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

L'inscription par l'UE couvre explicitement les exactions de Wagner en Ukraine, au même titre que l'Afrique et la Syrie.

SOURCES

A Conseil de l'UE : L'UE impose des mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner · 2021-12-13

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2021/12/13/eu-imposes-restrictive-measures-against-the-wagner-group/>

A EUR-Lex : Décision (PESC) 2021/2197 du Conseil · 2021-12-13

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32021D2197>

A Conseil de l'UE : Groupe Wagner – le Conseil ajoute 11 personnes et 7 entités · 2023-02-25

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/02/25/wagner-group-council-adds-11-individuals-and-7-entities-to-eu-sanctions-lists/>

CE QUE NOUS DEMANDONS DES ÉTATS MEMBRES

- Soutenir les enquêtes de l'ONU au Mali, en République centrafricaine et en Libye.
- Rétablir une surveillance indépendante de l'ONU là où elle a été supprimée.
- Sanctionner l'Africa Corps et ses commandants en tant que successeurs du groupe Wagner.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs